



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 14 février 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
13 février 2025
n° 6 / 8071^e
pages 241 à 296



ÉDITORIAL

241 Du célibat et du divorce en régime totalitaire, *Franck Laffaille*

ACTUALITÉS

- 244 Crédit-bail (caducité) : résiliation du contrat principal
- 244 Location financière (caducité) : résiliation du contrat principal
- 244 Concurrence déloyale (preuve) : opposabilité du secret des affaires
- 244 Déclaration de créance (fiscale) : procédure de vérification de comptabilité
- 245 Procédure d'insolvabilité (ouverture) : interruption et reprise de l'instance
- 245 Société (administrateur provisoire) : intérêt légitime à la désignation
- 246 Contrat (interdépendance) : portée de la résolution par voie de notification
- 246 Divorce (époux franco-marocains) : application de la Convention du 10 août 1981
- 247 Extorsion (conditions) : obtention de signature par violence

POINT DE VUE

249 La Cour de cassation et le code de procédure civile, *Georges Bolard*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 260 **Chronique** : Les facultés d'aliénation et de substitution du constituant d'un gage de chose fongible, *Baptiste Pulby*
- 267 **Panorama** : Droit des contrats, *Romain Boffa et Mustapha Mekki*
- 283 **Notes** : À qui profite le vice ?, *note sous Com. 16 oct. 2024, Hélène Gourdy*
- 289 Le droit à la preuve confronté à la protection du secret des affaires : exception au principe ou droits concurrents ?, *note sous Com. 5 juin 2024, Victoria Fourment*

ENTRETIEN

296 Intelligence artificielle dans les secteurs culturels, *Alexandra Bensamoun*

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



322506



9 782993 225066

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KÉTTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DIBSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maiëlle HARSCOÛËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117,5 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

241

Du célibat et du divorce
en régime totalitaire

ACTUALITÉS

244

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Crédit-bail (caducité) : résiliation du contrat principal, *Com.* 5 févr. 2025

Location financière (caducité) : résiliation du contrat principal, *Com.* 5 févr. 2025

Concurrence-Distribution

Concurrence déloyale (preuve) : opposabilité du secret des affaires, *Com.* 5 févr. 2025

Entreprise en difficulté

Déclaration de créance (fiscale) : procédure de vérification de comptabilité, *Com.* 5 févr. 2025

Interdiction de gérer (durée) : portée de l'appel du liquidateur, *Com.* 5 févr. 2025

Juge-commissaire (ordonnance) :

ouverture de l'appel-nullité, *Com.* 5 févr. 2025

Procédure d'insolvabilité (ouverture) :

interruption et reprise de l'instance, *Com.* 5 févr. 2025

Société et marché financier

Société (administrateur provisoire) : intérêt légitime à la désignation, *Com.* 22 janv. 2025

246

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat (interdépendance) : portée de la résolution par voie de notification, *Com.* 5 févr. 2025

Famille-Personne-Succession

Partage (licitation d'immeubles indivis) : office du juge, *Civ. 1^{re}*, 5 févr. 2025

Divorce (époux franco-marocains) :

application de la Convention du 10 août 1981, *Civ. 1^{re}*, 5 févr. 2025

247

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Dégradation de biens : participation à un groupement, *Crim.* 5 févr. 2025

Extorsion (conditions) : obtention de signature par violence, *Crim.* 5 févr. 2025

Discrimination (opinion politique) :

contrôle de proportionnalité, *Crim.* 4 févr. 2025

Procédure pénale

Cour d'assises (cassation) : absence de questions subsidiaires, *Crim.* 5 févr. 2025

Peine (interdiction de paraître) :

ouverture de l'appel, *Crim.* 5 févr. 2025

248

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (rupture) :

portée d'une transaction,

Soc. 5 févr. 2025



POINT DE VUE

249

La Cour de cassation et le code de procédure civile
par Georges Bolard



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

251

Clauses bénéficiaires et souscripteur majeur protégé :
quand la modification devient un casse-tête...
par Richard Vessaud

260

Les facultés d'aliénation et de substitution
du constituant d'un gage de chose fongible
par Baptiste Pulby

NOTES

283

À qui profite le vice ?, note sous Com. 16 oct. 2024
par Héléne Gourdy

289

Le droit à la preuve confronté à la protection du secret des
affaires : exception au principe ou droits concurrents ?,
note sous Com. 5 juin 2024
par Victoria Fourment

PANORAMA

267

Droit des contrats
janvier 2024 – janvier 2025
par Romain Boffa et Mustapha Mekki



ENTRETIEN

296

Alexandra Bensamoun –
Intelligence artificielle dans les secteurs culturels

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Manquement aux règles sur la déclaration des bénéficiaires effectifs et procédure d'injonction, puis de liquidation de l'astreinte

Com. 18 sept. 2024,
note Jérôme Lasserre
Capdeville

p. 104

Cession d'actions

Cession de droits sociaux : la réticence dolosive rend toujours excusable l'erreur provoquée

Com. 18 sept. 2024,
note Samuel François

p. 119

Droit patrimonial des sociétés

Renonciation d'un époux à revendiquer la qualité d'associé attachée à des parts communes

Com. 19 juin 2024,
note Estelle Naudin

p. 126

Sociétés & procédure

Les difficultés rencontrées par l'expert de l'article 1843-4 du code civil relèvent-elles du juge du fond ou des référés ?

Civ. 2^e, 3 oct. 2024 ;
Com. 27 nov. 2024,
note Gilles Pillet

p. 130

Entreprises en difficulté

Faillite internationale et abandon du privilège de juridiction de l'article 14 du code civil

Com. 12 juin 2024,
note Michel Menjucq

p. 138

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

REVUE DES SOCIÉTÉS

Février 2025 - n° 2

ÉTUDES

Considérations sur les critères ESG utilisés dans la rémunération des dirigeants du CAC 40

Viviane de Beaufort

p. 87

Un dispositif européen pour les émissions d'obligations vertes

Thierry Granier

p. 96

CHRONIQUES

Chronique de droit européen des sociétés

La consécration par la directive du 23 octobre 2024 des actions à vote multiple dans les sociétés cotées

Benoît Lecourt

p. 143



Version numérique incluse*



Actualités _____ **82**

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ **87**

Considérations sur les critères ESG utilisés dans la rémunération des dirigeants du CAC 40
Viviane de Beaufort _____ 87

Un dispositif européen pour les émissions d'obligations vertes
Thierry Granier _____ 96

Jurisprudence _____ **104**

Sociétés en général

Précisions sur la procédure d'injonction, puis de liquidation de l'astreinte, en cas de manquement aux règles sur la déclaration des bénéficiaires effectifs
Note sous Com. 18 sept. 2024
note Jérôme Lasserre Capdeville _____ 104

Un coup d'accordéon fondé sur des pertes injustifiées peut être qualifié d'abus de majorité
Note sous Paris, 4 avr. 2024
note Stéphane Sylvestre _____ 108

Sort d'une copie exécutoire à ordre dans une fusion
Note sous Com. 13 mars 2024
note Arnaud Reygrobellet _____ 114

Cession d'actions

Cession de droits sociaux : la réticence dolosive rend toujours excusable l'erreur provoquée
Note sous Com. 18 sept. 2024
note Samuel François _____ 119

Sociétés civiles

Société civile immobilière : règles de fond et de recevabilité en matière d'obligation aux dettes sociales du cédant
Note sous Civ. 3^e, 6 juin 2024
note Sandie Lacroix-de Sousa _____ 122

Droit patrimonial des sociétés

La portée de la renonciation d'un époux à revendiquer la qualité d'associé attachée à des parts communes
Note sous Com. 19 juin 2024
note Estelle Naudin _____ 126

Sociétés & procédure

Les difficultés rencontrées par l'expert de l'article 1843-4 du code civil relèvent-elles du juge du fond ou des référés ?
Note sous Civ. 2^e, 3 oct. 2024 ; Com. 27 nov. 2024
note Gilles Pillet _____ 130

Calcul de la valeur des parts de FCPE : nomination d'un expert judiciaire malgré une clause du règlement du fonds fixant une méthode d'évaluation
Note sous Com. 13 mars 2024
note Régis Foy _____ 134

Entreprises en difficulté

Abandon du privilège de juridiction de l'article 14 du code civil en matière de faillite internationale
Note sous Com. 12 juin 2024
note Michel Menjucq _____ 138

Chronique de droit européen des sociétés _____ **143**

par Benoît Lecourt

Revue Lamy

Droit des affaires

Chronique : Droit des sociétés

Sandrine TISSEYRE

**L'ordonnance du 15 octobre 2024 sur la mixité des organes sociétaires :
entre éthique et cosmétique**

Robert VINCENT

Expertise in futurum : interdiction des contournements du texte

Léa BOURREL

**Effets de l'insaisissabilité légale de la résidence principale de l'entrepreneur
individuel postérieurement à sa cessation d'activité**

Quentin NÉMOZ-RAJOT

Investissement international en cryptomonnaie : juridiction et loi compétentes

Julie CLAVEL-THORAVAL

**L'approche méthodologique de la CS3D : vers une convergence avec le droit
bancaire et financier européen ?**

Mariia DOMINA

**Le devoir de bonne foi en droit comparé des contrats commerciaux :
verniss rhétorique ou réalité juridique ?**

Bruno ANCEL

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Ont participé à ce numéro :

Mariam El Bardan, Rolanda Ondo, Victoria Mauriès, Brintha Selvachandran

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 70,63 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2025, n° 211-1 (acronyme de la revue + année, n° de la revue - n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 4

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

SOCIÉTÉS ET GROUPEMENTS P. 14

- L'ordonnance du 15 octobre 2024 sur la mixité des organes sociétaires : entre éthique et cosmétique

Robert VINCENT

- Expertise in futurum : interdiction des contournements du texte

Léa BOURREL

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ P. 24

- Effets de l'insaisissabilité légale de la résidence principale de l'entrepreneur individuel postérieurement à sa cessation d'activité

Quentin NÉMOZ-RAJOT

BANQUE ET FINANCE P. 29

- Investissement international en cryptomonnaie : juridiction et loi compétentes

Julie CLAVEL-THORAVAL

PERSPECTIVES

CHRONIQUE P. 32

- Chronique : Droit des sociétés

Sandrine TISSEYRE

RSE P. 40

- L'approche méthodologique de la CS3D : vers une convergence avec le droit bancaire et financier européen ?

Maria DOMINA

INTERNATIONAL P. 47

- Le devoir de bonne foi en droit comparé des contrats commerciaux : vernis rhétorique ou réalité juridique ?

Bruno ANCEL

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°354 • Février 2025

Prix au n° : 45,50 € HT – 46,45 € TTC. Abonnement annuel : 500,50 € HT – 511,01 € TTC.

DOSSIER

FAMILLE ET DÉCHÉANCE



ÉCLAIRAGE

La gabegie financière
de la plateforme
« gérer mes biens
immobiliers »

CHRONIQUE

Procédures civiles
d'exécution

DROIT & PATRIMOINE

FÉVRIER 2025 · N° 354

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

La gabegie financière de la plateforme

« Gérer mes biens immobiliers » 6

Jeudi 23 janvier 2025, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, a tenu une conférence de presse afin de présenter le rapport public thématique de la juridiction financière sur la plateforme de l'administration fiscale « Gérer mes biens immobiliers », qui a grevé le budget de l'État d'un montant de plus d'1,3 Md€ en 2023. Explications.

ENTRETIEN

Bertrand Savouré : « Les notaires doivent prendre leur place dans la société » 8

Bertrand Savouré, à la tête du Conseil supérieur du notariat (CSN) depuis octobre 2024, nous explique quelle est sa vision pour l'avenir du notariat et quelle est la place que doit prendre la profession au sein de la société. Interview.

PROFESSIONS

Des avocats

et du nouveau garde des Sceaux 10

À la faveur des différentes cérémonies des vœux, le nouveau ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a eu l'opportunité de rencontrer les représentants des professions juridiques et judiciaires et notamment les avocats, qui se sont adressés à lui sans ménagement.



DOSSIER

FAMILLE ET DÉCHÉANCE

- **Le parent déchu** 22
Vanessa Bordas, Maître de conférences à l'Université de Poitiers, Institut Jean Carbonnier
- **L'adopté ou l'adoptant déchu** 25
Laurence Mauger-Vielpeau, professeure à l'Université de Caen Normandie
- **Le protecteur déchu** 29
Vivien Zalewski-Sicard, Maître de conférences HDR, Université Toulouse Capitole
- **Maître Minute et l'héritier indigne** 33
Christophe Lesbats, diplôme Supérieur du Notariat, docteur en Droit, juriste au Cridon-Ouest, chargé d'enseignement à la faculté de droit de Nantes
- **Le gratifié déchu** 36
Sarah Torricelli-Chrifi, Maître de conférences HDR à l'École de droit de Toulouse, Université Toulouse Capitole

SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE



© ADOBESROCK

ANALYSE

DROIT DE RÉTROCESSION

Droit de rétrocession : l'antagonisme des délais applicables dans la mise en œuvre du droit de rétrocession..... 11

Étude de la décision du Conseil constitutionnel du 22 novembre 2024 n° 2024-1112 QPC et de l'arrêt de la Cour de cassation du 19 septembre 2024, n° 23-20.053, B.

LA CONCLUSION D'UN CONTRAT SOUMIS AUX DROITS DE PRIORITÉ

La conclusion d'un contrat soumis aux droits de priorité avant la décision de leurs titulaires..... 13

Les droits de préemption ou de préférence (qu'on appellera ici, par commodité, droits de priorité) permettent à leurs titulaires de reprendre à leur compte des opérations en instance de réalisation par la faculté qui leur est légalement reconnue d'évincer l'un des cocontractants à celles-ci. Ils compliquent alors la phase de conclusion des contrats (avant-contrats ou contrats définitifs) entrant dans leur champ d'application. Témoigne de cette complexité, notamment, la question de savoir s'il est possible de conclure de tels contrats avant que les titulaires des droits de priorité aient renoncé à s'en prévaloir.

CHRONIQUE

PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Chronique de procédures d'exécution civiles..... 55

• **L'époux déchu - La déchéance matrimoniale**..... 39

Charlotte Goldie-Genicon, Professeur à l'Université de Nantes, Directrice du Master Droit notarial et du DESN

• **La conventionnalité des déchéances familiales à l'aune de l'article 8**

de la Convention européenne des droits de l'homme..... 46

Alice Roques, Docteure en droit privé et sciences criminelles, Enseignante-chercheuse à l'École de Droit de Toulouse, Université Toulouse Capitole, Institut de Droit privé (EA1920).

• **Dechéance et droit international privé**..... 49

Hélène Péroz, Professeure à Nantes Université, Institut de recherche en droit privé, IRDP, UR 1166

• **Propos conclusifs**..... 53

Raymond Le Guidec, Professeur émérite à Nantes Université

Actualité des procédures collectives, n° 3 du 07 février 2025

Sommaire du numéro

Repère

CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Le paiement du prix du bien réservé évite la restitution mais requiert la revendication

N° 26 - Par Maud LAROCHE

Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

De quelques questions pour le juge-commissaire dont un chef de créance est contesté, lorsque le juge compétent est étranger

N° 27 - Par Jocelyne VALLANSAN

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Confirmation : l'AGS a droit à un paiement immédiat et définitif des créances super-privilégiées par le biais de la subrogation

N° 28

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Reirement de jurisprudence : l'AGS doit prendre en charge les indemnités versées au salarié en cas de résiliation judiciaire

N° 29

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Sanction de l'absence des critères de départage dans les listes de postes disponibles pour le reclassement interne

N° 30

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Demande d'autorisation de payer la créance antérieure du vendeur de marchandises objet d'une clause de réserve de propriété

N° 31

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CONTINUATION

Persistence de certaines règles de la procédure collective après l'adoption du plan de redressement

N° 32 - Par Laurence FIN-LANGER

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

Application de l'article L. 1224-1 du Code du travail à un syndicat mixte reprenant une activité sportive... malgré l'absence d'affiliation à une fédération sportive

N° 33

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le dessaisissement encore et toujours !

N° 34 - Par Laurence FIN-LANGER

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ FISCALE

Exclusion des intérêts de retard de la condamnation des dirigeants d'une société liquidée au titre de l'article L. 267 du LPF

N° 35

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Action en paiement d'une créance contre une société étrangère en procédure collective : quelle est la juridiction compétente ?

N° 36

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | TRIBUNAL DE COMMERCE

Discipline des juges consulaires : de l'obligation de statuer à la démission

N° 37

Contrats Concurrence Consommation, n° 2 du 01 février 2025

Sommaire du numéro

Repère



ANTITRUST, POPULISME, LIBERTÉ D'EXPRESSION, PLATEFORMES NUMÉRIQUES

L'antitrust aux États-Unis : d'un populisme à l'autre

N° 2 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

Alertes



VEILLE | INFORMATION DES CONSOMMATEURS

Entrée en vigueur le 8 janvier de l'indice de durabilité

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INFORMATION DES CONSOMMATEURS

Mise à jour des règles sur la production et l'étiquetage des produits biologiques

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRATIQUES COMMERCIALES INTERDITES

La DGCCRF désignée comme autorité de contrôle des pratiques commerciales en ligne

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PUBLICITÉ

La CJUE restreint la personnalisation de la communication commerciale en matière de transport ferroviaire

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMMANDE PUBLIQUE

Simplification du droit de la commande publique

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX

Extension possible de la responsabilité du fait des produits défectueux au fournisseur dont le nom coïncide avec la marque apposée sur le produit par le fabricant

N° 10

[Consulter le PDF](#)

Du 5 décembre 2024 au 1er janvier 2025

N° 11

[Consulter le PDF](#)

Chronique



FRANCHISE

Actualité du droit de la franchise 2024

N° 1 - Par Jean-Baptiste GOUACHE et Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | INEXÉCUTION DU CONTRAT

Le créancier qui dispose d'une sanction unilatérale peut-il demander au juge de la prononcer ?

N° 17 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESTITUTIONS CONSÉCUTIVES À UNE ANNULATION

Les vendeurs étaient de mauvaise foi : quelles conséquences sur les restitutions ?

N° 18 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le vendeur ne savait pas que son tableau pouvait être d'un peintre célèbre : erreur excusable, nullité de la vente et responsabilité de la maison de vente pour manquement à ses obligations

N° 19 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

Vente de la chose d'autrui : une nullité relative susceptible d'être couverte par une régularisation même en cours d'instance

N° 20 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

La distinction entre vente active et vente passive à l'épreuve du contentieux de concurrence déloyale et de la franchise

N° 21 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Remise d'un document d'information précontractuelle non actualisé

N° 22 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENCE COMMERCIALE

Faute grave découverte après la rupture du contrat

N° 23 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES : ASPECTS INTERNATIONAUX

Contribution des cours d'appel judiciaire et administrative

N° 24 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Franchise

N° 25 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Absence de gravité de la faute de l'agent commerciale

N° 26 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES

Affaires Luxottica et Essilor : la cour d'appel de Paris conforte l'approche de l'Autorité de la concurrence

N° 27 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES

Restrictions « par les effets » : quelle preuve attendue de l'autorité de concurrence ?

N° 28 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATION

L'Autorité de la concurrence se penche sur le marché des bandes dessinées !

N° 29 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

Contrat mixte et point de départ du délai de rétractation : la Cour de cassation réitère sa position

N° 30 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

À quelle date se placer pour déterminer le caractère frauduleux des dettes exclues des mesures de remise, effacement ou rééchelonnement ?

N° 31 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

La nature professionnelle initiale d'un compte courant ne se perd pas !

N° 32 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | MÉDIATION DE LA CONSOMMATION

Médiation de la consommation

N° 33 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Journal du Droit international Clunet, n° 1 du 01 janvier 2025

Sommaire du numéro

Doctrine

DEVOIR DE VIGILANCE

La directive « Devoir de Vigilance » (CS3D), entre ambition politique et réalisme économique

N° 1 - Par Sandrine CLAVEL

DROIT INTERNATIONAL

La jurisprudence de la Cour internationale de Justice en matière d'application conjointe du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire

N° 2 - Par Guillaume LE FLOCH

Variétés

DROIT INTERNATIONAL

Flotte « fantôme » et commerce illicite d'hydrocarbures : analyse des pratiques de contournement des mesures restrictives ciblant la Russie

N° 1 - Par Caroline DEVAUX

Commentaires

FRANCE | RÉGIME MATRIMONIAL

Réaffirmation de l'application territoriale des règles du régime primaire des époux

N° 1 - Par Isabelle BARRIERE BROUSSE

FRANCE | JUGEMENT ÉTRANGER

Apparente fermeté et véritable complaisance : la Cour de cassation poursuit, au stade de l'exequatur, son entreprise de banalisation de la gestation pour autrui

N° 2 - Par David SINDRES

FRANCE | ARBITRAGE

Indépendance et impartialité de l'arbitre : recevabilité et caractérisation du grief

N° 3 - Par Paul GIRAUD

FRANCE | ACCORD COMMERCIAL

Le juge européen et le Sahara occidental : le droit à l'autodétermination mis à mal

N° 4 - Par Ghislain POISSONNIER

FRANCE | LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

L'application du droit d'établissement des sociétés aux actes de gestion d'une société commerciale

N° 5 - Par Mathieu COMBET

FRANCE | INJONCTION DE PAYER

L'injonction de payer, le domicile, la compétence et la signification

N° 6 - Par Marylou FRANÇOISE

Chroniques



DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Chronique de jurisprudence de la Cour internationale de Justice

N° 1 - Par Yann KERBRAT et Guillaume LE FLOCH

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT | TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT

Chronique des sentences arbitrales

N° 2 - Par Johanna GUILLAUMÉ et Eric LOQUIN

Bibliographie



COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

International Law and the Public, How Ordinary People Shape the Global Legal Order, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 2024, 359 pages

N° 1 - Par Robert KOLB

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

La justice pénale internationale au service de la paix mondiale

N° 2 - Par Ghislain POISSONNIER

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

Génocidaire(s). Au coeur de la justice pénale internationale

N° 3 - Par Ghislain POISSONNIER

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Die chinesischen Gebietsansprüche im Südchinesischen Meer (Les revendications territoriales et maritimes chinoises dans la mer de Chine du Sud)

N° 4 - Par Robert KOLB

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

Arbitrato, Contrati e diritto del commercio internazionale - Studi in onore di Giorgio Bernini

N° 5 - Par Catherine KESSEDJIAN

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 6 du 10 février 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Un sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle : pour quoi faire ?

N° 173 - Par Valérie-Laure BENABOU

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Thierry Wickers, nouvelle voix du progrès en Europe

N° 174 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | DEVOIR DE VIGILANCE

Reculer pour mieux sauter... dans le vide ?

N° 175 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI et Antoine TOUZAIN

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Entraînement des modèles d'IA à usage général

N° 176 - Par Alexandra MENDOZA-CAMINADE

[Consulter le PDF](#)

L'ENTRETIEN | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

« Tous les acteurs ont intérêt à la création d'un marché éthique et compétitif, respectueux de la chaîne de valeur. Un modèle européen »

N° 177 - Par Alexandra BENSAMOUN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | AVOCATS

Modification de dispositions relatives à la déontologie et à la discipline des avocats

N° 178

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ORGANISATION JUDICIAIRE

Création du traitement de données personnelles « Portalis - Portail des juridictions »

N° 179

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2025

N° 180

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 janvier 2025

N° 181

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Contre-épreuve d'un principe de libre disposition de l'indemnisation mis à l'épreuve

N° 182 - Par Benjamin MÉNARD

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Compétence d'attribution en matière de pratiques anticoncurrentielles : la Cour de cassation parachève son revirement de jurisprudence

N° 183 - Par Marie-France BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2025

N° 184

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 janvier 2025

N° 185

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

Assiette des cotisations sociales : indemnités réparant un préjudice versées dans un cadre transactionnel

N° 186

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

Inapplication du régime de la faute inexcusable à un travailleur expatrié assuré volontairement à la Caisse des Français de l'étranger

N° 187

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2025

N° 188

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 janvier 2025

N° 189

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Demandeurs d'asile : le Conseil d'État encadre le retrait des conditions matérielles d'accueil par l'OFII en cas de non-réponse aux convocations

N° 190

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Publication du bilan 2023 de la commission des infractions fiscales

N° 191

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Lancement d'un institut national consacré à l'évaluation et la sécurité de l'IA

N° 192

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2025

N° 193

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | HOSPITALISATION SANS CONSENTEMENT

Nouvelle transmission d'une QPC relative à l'isolement et la contention lors d'une hospitalisation contrainte : et les majeurs protégés ?

N° 194 - Par Marion DAMY

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Inconventionnalité du « devoir conjugal »

N° 195 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT À LA VIE

Pollution généralisée des sols

N° 196 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

La portée du droit à une protection juridictionnelle effective

N° 197 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AIDES D'ÉTAT

Obligation de motivation d'une décision de la Commission de ne pas soulever d'objection à l'égard d'une mesure d'aide

N° 198 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

Trois mois, trois jours et trois mots : débat sur le point de départ du délai pour conclure de l'intimé

N° 199 - Par Alexis MAÎTRE-MILLAT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

L'institut de Droit et d'Économie d'Agen

N° 200 - Par Virginie PELTIER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Garantir les droits humains, la démocratie et l'État de droit à l'ère de l'intelligence artificielle

N° 201 - Par Yannick MENECEUR

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SANTÉ PUBLIQUE

Santé mentale

N° 202 - Par Mathias COUTURIER , Cécile CASTAING , Marie LAMARCHE , Jean-Jacques LEMOULAND , Ingrid MARIA , Laurence MAUGER-VIELPEAU et Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les deadbots : enjeux juridiques d'une immortalité numérique

N° 203 - Par Nathalie BAILLON-WIRTZ

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Réflexions sur le recueil d'études « Le droit étranger. Études de droit international privé comparé »

N° 204 - Par Eleonora RAJNERI

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BEAU LIVRE

3 questions à Antoine Lyon-Caen, professeur émérite de l'université de Paris Nanterre, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation et Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'État

N° 205

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Les priorités du garde des Sceaux en matière de politique pénale

N° 206

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de la profession d'avocat

N° 207

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le barreau de Paris signe un partenariat avec LexisNexis et offre un accès gratuit à Jarvis Legal

N° 208

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), supplément au n° 6 du 10 février 2025

Sommaire du numéro

Explorer et anticiper les raisonnements des juges avec l'intelligence artificielle

INTRODUCTION

L'intelligence artificielle comme outil de compréhension du phénomène juridictionnel

N° 6000 - Par Étienne VERGÈS

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE PRÉDICTIVE

Le traitement automatique des langues naturelles comme outil de prédiction des jugements

N° 6001 - Par Étienne VERGÈS , Maximin COAVOUX , Olivia VAUDAUX , Caroline BAZZOLI et Géraldine VIAL

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE PRÉDICTIVE

Intelligence artificielle contre intelligence humaine

N° 6002 - Par Caroline BAZZOLI , Maximin COAVOUX , Olivia VAUDAUX , Étienne VERGÈS et Géraldine VIAL

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE PRÉDICTIVE

Comprendre la détermination de la résidence de l'enfant à l'aide des statistiques

N° 6003 - Par Géraldine VIAL et Caroline BAZZOLI

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE PRÉDICTIVE

La modélisation des décisions de justice à partir des faits

N° 6004 - Par Étienne VERGÈS , Caroline BAZZOLI et Géraldine VIAL

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 7 du 13 février 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

COMMERCE INTERNATIONAL

3 QUESTIONS - Élections américaines : quels effets sur les relations économiques internationales ?

N° 152 - Par Olivier DE MAISON ROUGE

[Consulter le PDF](#)

NUMÉRIQUE

L'IA au service d'une justice innovante et sécurisée

N° 153

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Contrats Concurrence Consommation

N° 154

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

L'encadrement international des cryptoactifs

N° 155

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Le ministère de la Justice publie les dernières statistiques sur la profession d'avocat

N° 156

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ENTREPRISE

La directive CSRD : un levier de transformation ou un frein à la compétitivité des entreprises européennes ?

N° 157 - Par Bruno DEFFAINS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Secret des affaires et franchise de pizzas

N° 158

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Précisions sur l'interdépendance d'un contrat de crédit-bail avec le contrat de maintenance

N° 159

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Conséquence de la résiliation unilatérale d'un contrat de fourniture d'un logiciel sur le contrat de location financière

N° 160

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Résolution unilatérale d'un contrat de maintenance et caducité du contrat de location financière interdépendant

N° 161

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Jugement d'ouverture de la procédure de faillite et déclaration de créance à cette procédure

N° 162

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Déclaration des créances fiscales : précisions sur le bénéfice de l'allongement du délai de déclaration définitive

N° 163

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Durée de l'interdiction de gérer réduite par les juges d'appel : le sort du liquidateur n'est pas aggravé

N° 164

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

LCB-FT : le champ d'application de l'obligation déclarative à Tracfin ne se limite pas aux soupçons de blanchiment

N° 165

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

L'AEMF fournit des conseils sur les meilleures pratiques MiCA

N° 166

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Homologation de modifications du règlement général de l'AMF

N° 167

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Fin de vie des fonds de capital investissement : l'AMF met à jour son règlement général et sa doctrine

N° 168

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Loi européenne sur l'IA : publication des lignes directrices sur les pratiques interdites

N° 169

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Création du traitement de données personnelles « Portalis - Portail des juridictions »

N° 170

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Modalités de sortie d'une SCPI : les demandes de retrait n'ont pas de durée de validité, contrairement aux ordres de vente

N° 171

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Transfert conventionnel du contrat de travail et absence d'accord exprès du salarié

N° 172

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Avantages acquis : égalité de traitement en cas de fusion-absorption et d'accord de substitution

N° 173

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Délais de recours contre une expertise CSE

N° 174

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Transaction et renonciation à toute action future

N° 175

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Relèvement des seuils applicables au relevé des frais généraux des entreprises

N° 176

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Les conséquences du changement de régime fiscal applicable aux associés de SEL expliquées « pas à pas »

N° 177

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

Créance Dailly : une permutabilité parfaite

N° 178

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Droit des marchés financiers

N° 1054 - Par Bruno DONDERO , François GILBERT , Chloé ADELBRECHT-VIGNES , Ludovique CLAVREUL , Virginie CORBET-PICARD , Alice EVANO , Rosetta FERRÈRE ,

Sara GHARBI , Léa HADJADJ , Thibault JABOULEY , Pauline LARROQUE , Christophe LEFAILLET , David MANTIENNE , Marc-Étienne SÉBIRE , Bertrand SÉNÉCHAL et Jérôme SUTOUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVAL

L'article 2314 du Code civil ne s'applique pas au donneur d'aval d'un billet à ordre

N° 1055 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FRANCHISE

Franchiseur, établir ou ne pas établir les comptes prévisionnels d'exploitation du candidat franchisé ? Telle n'est plus la question

N° 1056 - Par Laura NGOUNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Responsabilité en cas d'avaries de la marchandise consécutives à la rupture de sangles : le transporteur routier en mal d'exonération ?

N° 1057 - Par Roberto THIANCOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

La réforme du droit européen des dessins et modèles du 23 octobre 2024

N° 1058 - Par Frédéric POLLAUD-DULIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

L'assiette de calcul d'une prime de 13e mois inclut-elle les sommes versées au titre du CET ou de la médaille du travail ?

N° 1059 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CRÉDIT D'IMPÔT

Ne pas déclarer son CICE n'implique pas per se d'en perdre le bénéfice

N° 1060 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 1 du 10 février 2025

Sommaire du numéro

Éditorial

COMPLIANCE

De l'oeuvre de simplification à l'art de la prestidigitation

N° 1 - Par Roxana FAMILY,

[Consulter le PDF](#)

Actualités

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

Confirmation par la Cour de cassation des condamnations de Nicolas Sarkozy, Me Thierry Herzog et Gilbert Azibert dans l'affaire dites des « écoutes »

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Intégration progressive des objectifs climatiques à la rémunération des dirigeants du SBF 120

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

France : rapport de l'AFA sur la corruption et solutions pour enrayer le fléau

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

Publication par l'Agence française anticorruption (AFA) d'un nouveau guide pratique à l'attention des élus du bloc communal

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

UE : publication par la Commission européenne de deux FAQ relatives aux mesures de diligences raisonnables en matière de contournement des sanctions contre la Russie

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL DE L'UE

Union européenne : adoption du 15e train de sanctions contre la Russie

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de l'Europe : publication d'une nouvelle méthodologie d'évaluation des risques et d'impacts des systèmes d'IA sur les droits de l'homme et l'État de droit

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Chine : adoption de contre-mesures à l'encontre d'entreprises militaires américaines et de leurs dirigeants en raison des ventes d'armes américaines à Taïwan

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

Royaume-Uni : lancement d'une unité de lutte contre la corruption nationale

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : publication d'un guide pour mobiliser les intermédiaires financiers contre la traite des êtres humains

N° 11 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Reporting extrafinancier - Bilan des DPEF

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

RSE - Bilan des questions aux assemblées générales

N° 13

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Produits issus du travail forcé - Publication du règlement européen

N° 14

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AGENCES DE NOTATION ESG

Agences de notation ESG - Publication du règlement européen

N° 15

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TAXONOMIE

Taxonomie - Publication d'une FAQ de la Commission européenne

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Entreprises et droits humains - Les dix défis pour 2025

N° 17 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Études



CONTRATS D'AFFAIRES

Réflexions sur l'essor des clauses de compliance dans les contrats d'affaires

N° 18 - Par Maxime D'ANGELO PETRUCCI

[Consulter le PDF](#)

FEPA

The Foreign Extortion Prevent Act : Impact on Companies and Corporate Employees

N° 19 - Par Daniel S. KAHN

[Consulter le PDF](#)

Chronique

SANCTIONS & CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Developments in EU Sanctions & Export Controls

N° 20 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Nicolas BURNICHON et Davide LAGNI

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

LÉGISLATION CHINOISE

Exportations de biens à double usage : le corpus législatif chinois est maintenant complet

N° 21 - Par Laurent GROSCLAUDE et Jan HOLTZHÄUSSER

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT

LCB-FT et banque : le cas du client occasionnel

N° 22 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LIBRE CONCURRENCE

Tackling Legal Uncertainty of State Aids and Compensations for Public Service Obligations in the Social and Solidarity Economy

N° 23 - Par Kristina RASOLONOROMALAZA

[Consulter le PDF](#)

À la une

Capitaux extérieurs des cabinets d'avocats : vous reprendriez bien une « coupette » d'indépendance ?

note par Dominique PIAU sous CJUE, 19 déc. 2024

Un État membre peut interdire la participation d'investisseurs purement financiers au capital d'une société d'avocats, afin de garantir l'indépendance de ces derniers et le respect de leurs obligations déontologiques.



© Image générée par l'IA

Actualité

Stephen Almaseanu (1968-2024) et le recouvrement des avoirs criminels : un magistrat rigoureux, pragmatique et visionnaire

libres propos par Lionel ASCENSI, Élodie MALASSIS, Patricia MATHYS, Élisabeth PELSEZ et Romain STIFFEL

Doctrine

Réflexions sur la clause « d'exigibilité anticipée » des contrats de crédit

étude par Jean-François QUIEVY

Jurisprudence

Acceptation à concurrence de l'actif net : recours en contribution et créances fiscales

note par Stéphane VALORY sous Cass. 1^{re} civ., 11 déc. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphane DETRAZ et Jean-Baptiste THIERRY



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

· Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL473c2 ■ À Bordeaux, les avocats joignables 24 heures sur 24 et
7 jours sur 7 3
- GPL473c3 ■ Attaques contre les avocats en droit des étrangers : le barreau
de Marseille répond 4
- GPL473c5 ■ VIF : vers l'inscription du contrôle coercitif dans la loi 5
- GPL473a1 ■ PPL Narcotrafic : le barreau de Paris se félicite d'un certain
nombre d'avancées
entretien avec Antoine LAFON 7
- GPL472w5 ■ Stephen Almaseanu (1968-2024) et le recouvrement des
avoirs criminels : un magistrat rigoureux, pragmatique et visionnaire
libres propos par Lionel ASCENSI, Élodie MALASSIS, Patricia MATHYS,
Élisabeth PELSEZ et Romain STIFFEL 9

Technique

- GPL473c1 ■ Renforcement de la répression de l'abus de droit fiscal
par Hervé ZAPF 13

Doctrine

- GPL471z6 ■ Réflexions sur la clause « d'exigibilité anticipée » des contrats
de crédit
étude par Jean-François QUIEVY 16

Jurisprudence

- GPL472f9 ■ Capitaux extérieurs des cabinets d'avocats :
vous reprendriez bien une « coupette » d'indépendance ?
note par Dominique PIAU sous CJUE, 19 déc. 2024 19
- GPL473c0 ■ Acceptation à concurrence de l'actif net : recours
en contribution et créances fiscales
note par Stéphane VALORY sous Cass. 1^{re} civ., 11 déc. 2024 23
- GPL472n1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 26
- GPL472l0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 30
- GPL472l8 ■ Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits
et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire
par Pauline HOT et Antoine BERGER en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL472l8> 

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE 33

Sous la responsabilité scientifique de
Emmanuel DREYER et François FOURMENT

PRATIQUE P. 13

PROFESSIONS

Valeur probante de l'acte de notoriété acquisitive et rôle du juge

par Julien Laurent**ACTUALITÉS** P. 5

RURAL

Précisions en matière de transmission du droit au bail en cas de décès du fermier

PERSONNES / FAMILLE

Date d'acquisition de la force de chose jugée du jugement de divorce

DROIT FISCAL

Avis du comité de l'abus de droit fiscal relatif à la requalification d'un prêt en donation déguisée

PROFESSIONS

Taux de cotisation de la garantie collective pour 2025

DOCTRINE P. 18

IMMOBILIER

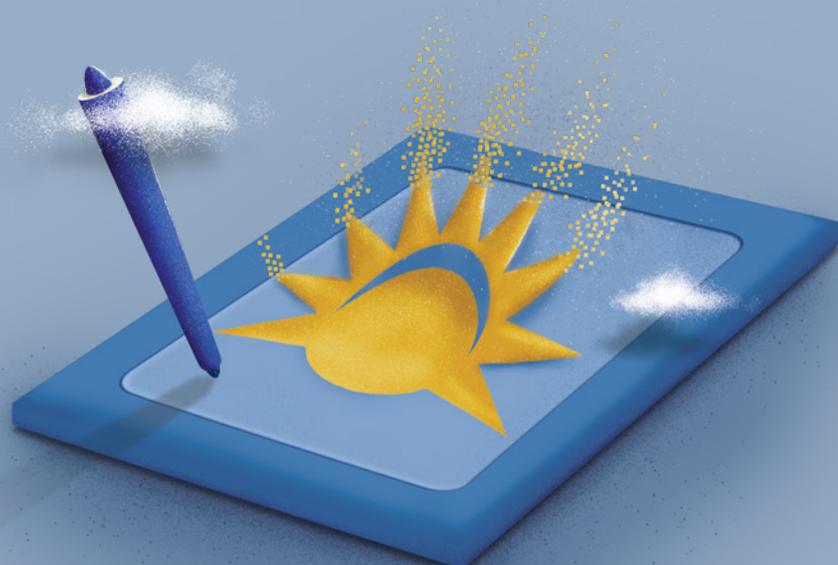
Action en bornage : absence de publication d'un titre de propriété et force probante

par Marie Cariou**CHRONIQUES** P. 23

PERSONNES / FAMILLE

Successions et libéralités

par Bernard Vareille,
Annie Chamoulaud-Trapiers
et Sophie Gaudemet



ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF224e2 ■ Précisions en matière de transmission du droit au bail en cas de décès du fermier

ENTREPRISE

DEF224d7 ■ Prise en compte d'une obligation légale nouvelle à la charge du bailleur pour la fixation du loyer du bail renouvelé

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF224d8 ■ Date d'acquisition de la force de chose jugée du jugement de divorce

FISCAL

DEF224d9 ■ Avis du comité de l'abus de droit fiscal relatif à la requalification d'un prêt en donation déguisée

PROFESSION

DEF224e0 ■ Taux de cotisation de la garantie collective pour 2025

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223h5 ■ Valeur probante de l'acte de notoriété acquisitive et rôle du juge
par **Julien Laurent**

DOCTRINE P. 18

DEF223x5 ■ Action en bornage : absence de publication d'un titre de propriété et force probante
par **Marie Cariou**

CHRONIQUES P. 23

DEF224a4 ■ Successions et libéralités
par **Bernard Vareille, Annie Chamoulaud-Trapiers**
et **Sophie Gaudemet**

VIE PRO P. 34

OFFRES ET DEMANDES P. 38

INDICES P. 40
